

17 janvier 2019 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Vœux aux Armées du Président de la République - Toulouse-Francazal, 7 janvier 2019

Mesdames les ministres,
Mesdames et messieurs les parlementaires et élus,
Monsieur le chef d'état-major des armées,
Messieurs les chefs d'état-major,
Monsieur le préfet de région,
Officiers, officiers-marinières, sous-officiers, gendarmes, soldats, aviateurs, quartiers-maîtres et marins,
Mesdames et messieurs,

Je suis très heureux d'être parmi vous cet après-midi. Nous venons de passer ensemble quelques heures au sein du quartier EDME, ce qui m'a offert l'occasion de rencontrer les soldats de la 11e brigade parachutiste et les aviateurs de la brigade aérienne d'appui et de projection.

J'ai vu au cours des démonstrations, comme à chaque fois, la passion, la détermination, et l'engagement qui animent nos parachutistes et nos aviateurs, qui sont à l'image de cette passion dont font preuve tous nos militaires. J'ai mesuré aussi le formidable atout que les capacités et techniques aéroportées constituent pour nos opérations et je veux vous remercier de cet accueil chaleureux, de vos explications, de la qualité des présentations qui m'ont été faites.

Si j'ai tenu à venir à votre rencontre aujourd'hui en ce début d'année, c'est d'abord et avant tout pour vous témoigner de la reconnaissance de la Nation.

Reconnaissance pour tout ce que les armées ont fait en 2018 pour la défense de la France et du peuple français, pour leur engagement sans faille sur notre territoire et partout où, dans le monde, nos intérêts le commande.

Reconnaissance pour ce que chacune et chacun d'entre vous avez consenti de sacrifices sur le plan personnel, au service du pays. Au cours des 12 mois qui se sont écoulés, vous avez connu, comme tous nos concitoyens, des joies et des peines et parfois des épreuves ; et pourtant, vous avez toujours été là, disponibles à tout instant pour remplir les missions que je vous ai confiées. Je veux ici vous en remercier chaleureusement et je vous demande de transmettre ces remerciements du chef de l'Etat à tous vos camarades, demain, lorsque vous rentrerez dans vos unités.

Certains de vos camarades, malheureusement, ne sont plus là pour célébrer avec nous l'année qui s'ouvre.

Je veux ici avoir avec vous une pensée et un mot en tout premier lieu pour l'adjudant Emilien MOUGIN, le maréchal des logis Timothé DERNONCOURT et le caporal Bogusz POCHYLSKI, dont j'ai longuement rencontré les familles le 11 novembre dernier. Leur mémoire ne nous quitte pas.

Je pense à votre camarade, le colonel Arnaud BELTRAME, dont le courage a ému la France et le monde entier.

Je pense aussi à tous ceux qui sont tombés dans l'exercice de leur mission. La communauté militaire a payé un lourd tribut en ce début d'année : le commandant Baptiste CHIRIE et le capitaine Audrey MICHELON, de la base aérienne de Nancy-Ochey, le sergent Simon CARTANNAZ et le caporal Nathanaël JOSSELIN, de la brigade des sapeurs-pompiers de Paris. Notre émotion est très vive et je veux adresser ici toutes mes condoléances à leurs familles et à leurs proches.

En donnant leur vie pour leurs compatriotes, pour leur pays, vos camarades ont connu le paroxysme de l'engagement militaire et je veux dire ici à leurs familles si éprouvées mais si dignes, si courageuses, l'admiration et la gratitude de la Nation.

D'autres de vos frères d'armes ont été blessés, au combat ou en service.

A eux, à toutes celles et ceux qui souffrent, je veux exprimer ma sympathie et la pleine solidarité de la Nation

toute entière. Tout au long de l'année, à chacune de mes visites parmi vous, j'ai souhaité les rencontrer. Chacun de nos échanges m'a profondément marqué et je tiens à vous dire combien je suis admiratif de leur volonté, de leur courage pour remporter un nouveau combat ; nous l'avons encore vu en juin dernier lors de cette journée consacrée à nos blessés et leurs familles.

Ce courage, ce combat qui est le leur, est celui de se rétablir, de se reconstruire, avec l'aide du personnel soignant du Service de santé des armées, dont je veux une nouvelle fois devant vous souligner le travail exceptionnel pour réparer les corps et les âmes.

Et je peux en témoigner : la force de caractère dont font preuve nos blessés et leurs familles est pour nous tous une source d'inspiration. Comme est une source d'inspiration l'engagement qu'ont assumé les plus Anciens, ceux qui, en des temps incertains, difficiles, parfois troublés, ont combattu et à qui nous devons aujourd'hui notre liberté. Nous ne les oublions pas non plus et je veux avoir un mot et une pensée pour nos anciens combattants, acteurs et témoins irremplaçables de notre Histoire.

A chacune et chacun, je veux maintenant adresser mes vœux pour cette nouvelle année.

Des vœux d'accomplissement et d'épanouissement dans votre vie personnelle. Des vœux, bien sûr, de réussite professionnelle au sein de vos unités et pour toutes les missions qui vous seront confiées. Que 2019 soit synonyme de succès.

Et j'adresse aussi à cette occasion tous mes vœux de bonheur à vos familles car leur soutien moral, je le sais, vous est ô combien indispensable dans l'exercice de vos missions. Elles sont le miroir quotidien de votre engagement pour notre pays. Les soutenir, c'est notre devoir et je veux qu'elles sachent que c'est une de mes priorités.

Si je suis venu à Toulouse au sein d'une prestigieuse brigade de l'armée de terre fortement engagée sur les théâtres extérieurs, c'est aussi, bien sûr, pour vous parler des opérations.

Si le Général de GAULLE disait avec justesse que « la défense nationale est la première raison d'être de l'Etat », la première raison d'être de nos armées, ce sont bien les opérations. Je sais que je n'ai à peu près personne à convaincre ici, dans cette salle, tant votre regard s'allume à chaque fois que je vous demande de me raconter la dernière opération accomplie et tant je sens l'impatience quand je demande le moment où se tiendra la prochaine.

Ces opérations, elles se déploient sur tous les théâtres, à l'intérieur comme à l'extérieur, elles ont des objectifs différents mais elles se complètent : elles ont un sens profond et leur succès est la finalité même du ministère.

L'opération Barkhane est la première de nos opérations extérieures.

Après Niamey en 2017, je suis allé il y a quelques semaines à N'Djamena, aux côtés de la ministre, du CEMA et de nos parlementaires, pour partager Noël avec vos camarades. Je sais parfaitement combien la mission reste difficile, intense, exigeante. Je sais le haut degré de professionnalisme qu'elle demande. Je vois aussi combien notre engagement dans la durée est nécessaire. Car il faudra du temps pour rétablir la paix au Sahel, permettre à nos partenaires africains de protéger leur peuple contre la gangrène islamiste qui s'insinue partout, partout en particulier où sévissent la misère et le manque d'éducation.

Mais nous ne faiblirons pas. Beaucoup d'entre vous partiront dans quelques semaines ou dans quelques mois rejoindre à leur tour, ou à nouveau, l'opération Barkhane, à Gao pour beaucoup, où j'étais en mai 2017, d'autres à Niamey, quelques autres à N'Djamena. Nous ne faiblirons pas car il s'agit là de l'avenir de l'Afrique et donc de notre propre avenir.

Grâce à votre ardeur, les résultats sont là : de nombreux chefs et membres des différents groupes terroristes ont été mis hors de combat, leurs approvisionnements et flux logistiques ont été rompus. Nous les avons bousculés dans les zones où ils se croyaient libres d'aller comme ils le voulaient.

Ces groupes islamistes radicaux, qui embrigadent, qui asservissent, qui sèment partout la terreur et le crime, ont été profondément affaiblis, en particulier ces dernières semaines mais depuis le début, grâce à l'action permanente de Barkhane aux côtés des forces armées des pays du Sahel, avec l'appui et le soutien de nos alliés américains, allemands, estoniens, britanniques, espagnols, que nous avons pu rencontrer à N'Djamena.

Cette présence de nos alliés européens à nos côtés est indispensable, permettant en particulier la formation au Mali ; elle est aussi un symbole fort de cette coopération opérationnelle pragmatique à laquelle je crois.

Avec la communauté internationale et aux côtés de la MINUSMA, la France participe au combat pour la paix au

Sahel. Ce combat est essentiel et dans toutes les zones, nos résultats ne cessent de s'améliorer ; nous gagnons peu à peu à nouveau du terrain. Mais ce combat est avant tout celui des pays du Sahel eux-mêmes. C'est pourquoi notre première ambition est bien de porter les armées sahéniennes à un niveau de coopération et de compétence qui leur permette de repousser elles-mêmes la menace djihadiste ; la France prend ainsi une part importante dans l'équipement, la formation, l'accompagnement de leur forces armées ; l'aide financière internationale promise aux pays du G5 a ainsi commencé à se concrétiser. Désormais prête à mener de véritables opérations, la Force conjointe est le symbole de cette montée en puissance des armées du G5 Sahel. Ce que nous sommes en train de faire, c'est ainsi une nouvelle forme de guerre, en coopération étroite, en réarticulant notre propre intervention – à travers l'opération Barkhane - en appui de l'intervention croissante des pays membres du G5. Les prochaines semaines seront, à cet égard, décisives.

Mais le combat que nous menons sur place n'est pas que militaire : c'est aussi un combat contre la pauvreté, pour l'éducation ; nous avons tôt compris que nous ne pourrions garder les places conquises, que nous ne pouvions éviter que de nouvelles populations ne basculent vers les terroristes qu'en ayant une véritable ambition de développement.

Ce que nous sommes en train de construire collectivement au Sahel est d'une forme nouvelle, où l'articulation entre nos armées et notre politique de développement est inédite : dès qu'un espace est reconquis, un projet de développement s'y installe, pour ouvrir des écoles, pour donner un avenir aux populations et éviter le pire. C'est à cette fin qu'en juillet 2017, nous avons lancé l'Alliance pour le Sahel. Nous y avons associé nos partenaires allemands, nombre d'autres partenaires et bailleurs internationaux ; l'Agence française pour le développement y joue un rôle décisif.

Au fond, ce qu'au Sahel nous sommes en train de conduire, c'est une stratégie inédite, associant l'effort de défense, l'effort de développement et l'effort diplomatique.

C'est grâce à vous, c'est grâce à ce que les armées françaises ont su faire lors des opérations que vous avez menées ces derniers mois, c'est grâce à votre protection - je pense également à vos camarades que j'ai vus tout à l'heure, qui étaient en Côte-d'Ivoire - que des élections libres ont pu se tenir il y a quelques mois au Mali, que la démocratie a pu triompher et que l'instabilité, que certains voulaient, a échoué.

Au Levant, aussi, les opérations que nous avons, que vous avez menées, portent leurs fruits.

L'année 2018 a en effet permis d'obtenir des succès très significatifs dans la lutte contre Daech, désormais privée de territoire en Irak et sur le point de l'être en Syrie. La France y a participé de façon déterminante, tant par la formation dispensée aux forces armées irakiennes que par la campagne aérienne et l'appui d'artillerie à nos partenaires des Forces démocratiques syriennes. Et je veux ici rappeler le rôle majeur dans les combats victorieux contre le terrorisme islamiste de ces Forces démocratiques syriennes et de nos alliés sur le terrain.

Le retrait annoncé de Syrie de notre allié américain ne doit pas nous faire dévier de notre objectif stratégique : éradiquer Daech, en privant cette organisation terroriste de toute empreinte territoriale et en empêchant sa résurgence. Le combat n'est pas terminé et je veux ici avoir une pensée toute particulière pour nos quatre amis américains tombés sur le sol syrien parce que les terroristes islamistes sont encore là et les avaient visés. Notre solidarité est entière à l'égard de notre allié américain et ceci nous montre combien, là aussi, les prochaines semaines et les prochains mois seront déterminants. Car nous voulons tous terminer cette guerre contre Daech et la gagner vraiment.

Nous aurons à conduire dans la région de nouvelles opérations. C'est pourquoi nous resterons militairement engagés au Levant, au sein de la coalition internationale, au cours de l'année qui vient.

Bien sûr, nous adapterons notre dispositif militaire global en fonction des opérations et de la situation politique, car notre objectif politique dans la région, c'est la stabilité inclusive, la seule qui permettra de faire reculer les terroristes et évitera de nouvelles résurgences. Stabilité en Irak, auprès de notre partenaire, où nous allons continuer les actions de coopération et de développement. Stabilité en Syrie, où nous continuerons à œuvrer pour qu'une solution politique inclusive soit trouvée et que l'indispensable réforme constitutionnelle soit conduite. Nous resterons investis pour participer à la stabilisation de la région. C'est indispensable. Nous adapterons notre dispositif militaire global en fonction de cette situation mais toute précipitation à se retirer serait une erreur.

Je veux enfin réaffirmer, ici, notre détermination commune, avec nos alliés, à réagir à tout moment en cas d'utilisation d'armes chimiques. Nous ne céderons rien sur nos principes et notre crédibilité est au rendez-vous parce que vous avez su, en avril dernier, lorsque je l'ai décidé, mener avec nos alliés britanniques et américains une opération exceptionnelle par sa qualité, sa précision et son efficacité.

J'ai évoqué le Sahel, le Levant, je n'oublie pas, bien entendu, notre action au Liban sous mandat des Nations unies, dans les pays baltes, avec l'OTAN. Je n'oublie pas non plus notre participation à la formation des armées

Unies, dans les pays arabes, avec l'OTAN et même pas non plus notre participation à la formation des armées africaines comme au Mali ou en RCA, au sein des missions de l'Union européenne ou à partir de nos dispositifs prépositionnés.

Ces opérations militaires que nous menons au loin, en profondeur, permettent de lutter chaque jour contre le terrorisme. Mais elles sont aussi destinées à contrer les stratégies de puissance qui s'accompagnent d'une militarisation croissante des relations internationales au détriment du multilatéralisme. Elles nous permettent de réaffirmer notre attachement au droit international et de défendre la paix. Elles nous permettent très concrètement de préserver notre liberté.

Chaque jour, vous le savez, au moins un SNLE est en patrouille et des avions de l'armée de l'air sont en alerte pour assurer la permanence de la dissuasion afin de protéger nos intérêts vitaux.

2018 a marqué en ce domaine une étape symbolique puisque nous avons l'année dernière célébré la 500e patrouille de SNLE, les 40 ans de la Force aérienne nucléaire, les 60 ans de la Direction des applications militaires et que nous avons accueilli le premier de nos MRTT Phénix, un programme essentiel dont j'ai voulu l'accélération dans le cadre de la modernisation de nos armées.

Sur toutes les mers du globe, dans les golfes de Guinée et arabo-persique, en Atlantique-Nord, en Méditerranée orientale, dans les Caraïbes comme dans le Pacifique, dans les océans polaires, les bâtiments de notre marine assurent dans le même temps une présence préventive, adaptant leur posture opérationnelle pour protéger nos intérêts et nos espaces maritimes, consolider notre connaissance des risques et des menaces, et être prêts à intervenir si l'ordre leur en est donné.

Le retour très attendu du porte-avions sur la scène des opérations va renforcer notre présence sur les théâtres les plus stratégiques et augmenter de manière très significative notre capacité de projection et d'intervention.

C'était un véritable défi, un véritable défi que de réintégrer le CHARLES DE GAULLE en temps et en heure après une période de refonte à mi-vie de 18 mois. Nous l'avons réussi. Grâce à la mobilisation et au talent de la marine, de la DGA et des industriels, que j'ai salués lors de mon déplacement à Toulon le 14 novembre dernier, nous avons relevé ce défi.

Dans quelques semaines, le CHARLES DE GAULLE va débiter un déploiement de longue durée dans l'océan Indien, entouré d'un groupe aéronaval multinational dans lequel seront intégrées plusieurs frégates étrangères : américaines, britanniques, danoises et portugaises notamment. C'est là une formidable image, une illustration exemplaire de ce que nous portons : cet esprit de coopération entre partenaires européens, avec le soutien fidèle et précieux de notre allié américain.

Pour assurer la défense et la sécurité des Français, vous êtes donc présents dans le monde entier, sur terre, en mer et dans les airs.

Vous assurez aussi une présence de tous les instants sur le territoire national - et je veux vous rendre hommage à cet égard aussi - que ce soit au sein des postures permanentes, de sûreté aérienne et maritime, ou de l'opération Sentinelle qui, vous le savez, demeure indispensable à ce jour.

Car malgré tous nos succès en opérations, malgré nos progrès significatifs en matière de renseignement, la menace terroriste persiste sur notre sol. Daech, je l'évoquais, a certes perdu de sa capacité à fomenter des attaques depuis l'étranger. Elle n'a pas pour autant renoncé à corrompre les âmes, à empoisonner les esprits les plus vulnérables des enfants de France. En 2018, à Carcassonne et à Trèbes, à Paris et à Strasbourg, les terroristes ont fait de nouvelles victimes. Alors, oui, la mission Sentinelle continuera, en tant que de besoin et en soutien de nos forces de sécurité intérieure, pour assurer la protection des Français. Et je veux saluer la réaction de vos camarades à Strasbourg, les premiers exposés aux terroristes, la réactivité de vos camarades, parfois les plus jeunes qui, à Paris, ont su neutraliser, il y a quelques mois, d'autres tentatives.

Le devoir de protection et de sauvegarde de nos compatriotes s'incarne dans ces missions.

Il s'incarne aussi dans les opérations de secours et d'assistance que vous menez au quotidien, notamment en mer et dans les airs mais aussi à travers le dévouement admirable des sapeurs-pompiers de Paris et des marins-pompiers de Marseille et toutes vos interventions si rassurantes, si efficaces lors des catastrophes naturelles.

Chaque jour, vous êtes au total plus de 10000, dont 1000 réservistes, à être mobilisés pour la défense du territoire et la protection des Français, en métropole et dans nos outre-mer. Et cette mission, soyez-en certains, est aussi importante que toutes les autres car elle contribue à la résilience de l'Etat, de la Nation. Elle contribue à rendre notre Nation toujours plus forte.

Mesdames et Messieurs, l'année qui s'achève a donc été pour nos armées une année d'engagement, une année de succès, une année d'opérations, chargée.

Elle a été aussi un temps de décisions majeures pour l'avenir.

D'abord parce qu'en 2018, sur la base d'une analyse du monde tel qu'il va, avec son lot de risques, de menaces, d'incertitudes, de changements profonds, nous avons défini ensemble une vision stratégique pour la France. Et qu'à partir de cette vision, nous avons esquissé une ambition, fixée dans la loi de programmation militaire que j'ai présentée lors des vœux l'année dernière dans ses détails et qui a été promulguée le 13 juillet dernier à Brienne. Je vais y revenir.

Mais 2018 a été aussi une année charnière parce que, dès mon arrivée et donc dès le premier budget que le Gouvernement a eu à élaborer, j'ai voulu rompre, comme je m'y étais engagé, avec le cycle ancien de la diminution des moyens et de l'activité de nos armées. Le budget 2018 a donc été un budget non seulement en forte hausse, mais également beaucoup plus sincère qu'il pouvait l'être par le passé.

La sincérité du budget des armées n'est bien sûr pas un sujet pour le soldat en opérations. Et pourtant, cela a un impact déterminant sur votre quotidien.

Quelle a été la règle pendant des années ? Nous la connaissons tous. Les dépenses en OPEX n'étaient pas provisionnées alors même que des opérations étaient en cours, dont on pouvait prévoir le coût. Résultat, en fin d'année, le ministère devait dégager de la ressource pour financer les OPEX selon une clé de répartition interministérielle. Et comment procédait-on alors ? De manière assez simple : on rognait les programmes d'équipement des forces, on annulait, on décalait, ce qui entraînait des retards, des surcoûts. Si bien qu'à la fin, ceux qui en pâtissaient, c'étaient bien les soldats sur le terrain, dans leur quotidien.

Nous avons donc décidé d'en finir avec cette spirale, en faisant un choix de vérité, un choix de responsabilité. Terminée la sous-budgétisation qui faisait peser de fortes incertitudes. Le financement des OPEX est désormais inscrit dès le projet de loi de finances. Et je veux ici remercier le travail et la vigilance de nos parlementaires, en la matière, et des présidents des deux commissions compétentes. Cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas de décisions à prendre à l'automne, comme dans tous les secteurs de l'action publique. Mais elles seront désormais assumées et le budget voté, exécuté. C'est d'ailleurs ce que nous avons commencé à faire puisque le budget des armées pour 2018 a été intégralement exécuté. Si bien que grâce aux 1,8 milliard d'euros de ressources supplémentaires, nos armées ont été consolidées, des marges de manœuvre ont été dégagées et un chemin de renouveau commence à s'esquisser. Il était nécessaire.

Ce chemin de renouveau, nous allons continuer à le tracer pour les années à venir.

Je le soulignais, la LPM pour 2019-2025 acte une trajectoire budgétaire ambitieuse et inédite. Cette priorité donnée aux armées dans un contexte que chacun sait très contraint pour les finances publiques, c'est une nécessité stratégique et de souveraineté et je l'assume pleinement. Nous le voyons dans le contexte qui est le nôtre : c'est la capacité offerte à notre pays de se consolider comme la première armée européenne et de se donner les capacités stratégiques et opérationnelles d'intervenir pour notre sécurité, de travailler en bonne entente avec nos alliés, mais de ne pas dépendre des décisions de ces derniers.

Dans le contexte que nous connaissons, cela nous oblige, vous oblige, à la plus grande responsabilité. Chaque décision doit être pesée, chaque euro doit être utilement dépensé. Mais le cadre est là : oui, la trajectoire de la LPM sera respectée, j'en ai pris l'engagement depuis le début et je le réitère ici. Et oui, pour commencer, le projet de loi de finances 2019 sera respecté.

Il en est fini de la logique de décroissance, de réformes mises en œuvre sous la contrainte comptable, sous la pression de réductions d'effectifs. Il en est fini de cette équation impossible où l'on demandait toujours plus avec toujours moins. Le ministère des armées est habitué aux réformes. Je ne veux pas y renoncer. Mais ce ne seront pas des réformes avec moins ou à finalité budgétaire. Ce sont des réformes qui doivent être marquées du sceau de l'ambition : voir grand, voir haut.

Ce que je vous propose aujourd'hui, au fond, c'est de sortir de l'époque des réformes subies pour entrer dans l'époque des transformations choisies. Et c'est de le faire ensemble. Le cap est fixé, les moyens sont au rendez-vous, les possibles sont donc ouverts. Il faut maintenant aller de l'avant, avec enthousiasme, avec détermination. Place à la volonté, à l'innovation, à l'inventivité, à l'audace, ces vertus dont les armées ont toujours fait preuve dans leur histoire, que j'ai constamment vues dans tous mes déplacements, dans tous les moments que j'ai pu passer à vos côtés ; ces qualités militaires si nécessaires sur les champs de bataille sont indispensables pour une transformation profonde.

Vous n'avez d'ailleurs pas attendu, je le sais : le ministère est déjà en mouvement.

Et je veux ici saluer l'action remarquable de Florence PARLY à votre tête. Depuis 18 mois, madame la ministre, avec la secrétaire d'Etat, Madame Geneviève DARRIEUSSECQ, avec le soutien plein et entier du général François LECOINTRE chef d'état-major des armées, que je remercie profondément, mais aussi du délégué général pour l'armement, du secrétaire général pour l'administration et des chefs d'état-major d'armées que je remercie tous, grâce au professionnalisme de l'ensemble du personnel civil et militaire, des états-majors, directions et services, vous avez mis en place les leviers de la transformation, vous avez posé de nombreux jalons en ouvrant résolument les chantiers nécessaires à la modernisation du ministère. Je veux vous remercier très sincèrement pour cela et vous dire ici que nous allons non seulement les poursuivre, mais les intensifier, les accélérer, autour de trois axes principaux.

Le premier : celui de la modernisation des processus de conception, de développement et d'acquisition des équipements.

Je vous l'ai dit : chaque euro doit être dépensé utilement. C'est encore plus vrai en matière d'équipement car la Défense, c'est le premier budget d'investissement de l'Etat. Comment pourrais-je en effet justifier auprès des Français les efforts qu'ils consentent pour les armées si les équipements n'étaient pas livrés à temps en raison des procédures trop complexes ou trop longues ou si les matériels qui vous seront proposés demain ne répondaient pas totalement aux enjeux ? L'objectif que nous devons viser est de faire en sorte que les matériels qui vous sont fournis servent véritablement l'efficacité opérationnelle. Il ne s'agit donc pas de cocher des cases ; le format, la taille ne suffisent plus à définir une politique capacitaire. Il s'agit de penser performances, aptitudes, adéquation des moyens et des formations, des outils et des hommes. Il s'agit d'anticiper, d'avoir toujours un temps d'avance. Parce que nos adversaires ne nous attendent pas, parce que comme vous, j'ai vu les présentations faites par certaines puissances que nous qualifions pudiquement d'autoritaires, sur ce qu'elles étaient en train de développer.

C'est dans cette perspective que la modernisation de la DGA et la refonte du travail de construction capacitaire sont au cœur des enjeux et de l'ambition que j'ai fixée. Je sais combien la feuille de route est ambitieuse, je sais combien, aussi, elle est tenue avec scrupule car elle est indispensable pour cette bataille.

Il nous faut aussi de l'innovation. Car nous avons la chance de pouvoir compter sur un tissu de chercheurs, de grands groupes, d'entreprises de taille intermédiaire, de petites et moyennes entreprises, qui doit nous permettre de faire émerger des technologies de rupture. Encore faut-il, pour y parvenir, apprendre à travailler davantage ensemble que nous ne le faisons. A cet égard, la création récente de l'Agence de l'innovation, appelée à devenir un laboratoire pour l'innovation à finalité militaire, est une première étape. Il nous faut aller plus loin encore.

Nous sommes un pays d'entrepreneurs, d'innovation. Nous avons su ces dernières années accélérer formidablement cette ambition dans le numérique. Nous devons accélérer la création d'un véritable écosystème français autour des technologies de défense. C'est une ambition pour nos armées mais c'est aussi une ambition pour tous nos territoires car au-delà des grands groupes industriels déjà fortement implantés, dont la coopération avec nos armées est remarquable et qui sont fortement présents dans cette belle région qui nous accueille, cette belle région de Toulouse, nous avons un écosystème d'entreprises de taille intermédiaire, de petites et moyennes entreprises à développer pour aller encore plus loin.

J'insiste également une nouvelle fois sur la nécessité de créer un véritable partenariat entre le ministère et les industriels, qui ont un rôle essentiel à jouer. Nous progressons, la ministre m'en rend compte de manière régulière. Il faut continuer avec la plus grande détermination car, là comme ailleurs, il n'est de performance que collective. Prenons le sujet du maintien en condition opérationnelle de nos équipements, dont nous avons à plusieurs reprises discuté cet après-midi. Dans certains secteurs, la disponibilité est encore de 30 %. Je ne les citerai pas, nous les avons tous en tête et nous savons les problèmes d'origine. C'est dû à quoi ? Une intégration insuffisante, de mauvais échanges, des définitions qui n'étaient pas parfaites. Nous le payons ensuite au quotidien, en opérations, lors des entraînements et ce sont nos soldats qui en sont, en quelque sorte, les premières victimes. C'est pour y remédier que nous avons souhaité mettre en place une réforme de la maintenance aéronautique, une refonte du processus de contractualisation et que nous poursuivrons cette ambition.

Le second chantier que nous devons mener à son terme, c'est celui de la coopération européenne.

Je suis conscient qu'il s'agit là d'une sorte de totem ; pour d'autres, c'est aussi un tabou. Après tout, on évoquait ce sujet il y a 65 ans avec la Communauté européenne de défense. Mais ce n'est pas parce que des erreurs ont été faites par le passé qu'il faudrait renoncer à l'horizon européen. Ma conviction profonde, c'est qu'une partie de notre capacité propre, une partie de notre autonomie stratégique, sera plus forte encore par et à travers la coopération européenne.

Dans ce monde incertain que j'évoquais tout à l'heure, où les politiques de puissance réapparaissent, où les

alliances évoluent - et nous les voyons ensemble évoluer sous nos yeux, la coopération européenne est stratégiquement indispensable. Elle est également crédible sur le plan opérationnel et économiquement rentable. Alors, oui, cela pose sur des défis nouveaux, qui nécessitent une réflexion de fond sur les besoins, les spécifications, une vision partagée, une volonté politique commune. Mais ce sont des défis qui valent la peine qu'on s'y engage.

Cette ambition européenne, ça n'est pas réduire nos propres capacités. La LPM dit tout le contraire. C'est, tout en sachant nos ambitions, en investissant, en nous développant, utiliser l'Europe comme un relais et un levier, pour faire plus vite, plus fort, accroître notre capacité au regard de nos principaux défis par et à travers l'Europe.

Grâce à la Coopération structurée permanente, la mise en place du Fonds européen de défense, nous avons, durant les 18 derniers mois, marqué des avancées historiques. Dès le 13 juillet 2017, nous avons, avec l'Allemagne, tracé la route pour des programmes structurants communs, avec là aussi des avancées dont beaucoup doutaient lorsque nous avons signé ces textes. Qu'il s'agisse du char ou de l'avion de combat du futur, nous avons beaucoup avancé et je veux sur ce dernier sujet saluer l'engagement des responsables industriels et de la DGA. Rien n'était gagné, rien n'était écrit mais je crois que chacun a acquis des convictions fortes et a, surtout, fait la démonstration que ces projets avaient un sens;

Il conviendra aussi en 2019 de développer encore la coopération opérationnelle. C'est dans cet esprit que j'ai proposé à tous les pays européens de rapprocher leurs visions stratégiques, de rapprocher leurs cultures d'armée, par des mesures pragmatiques, dans le cadre de l'Initiative européenne d'intervention. Lancée en juin dernier, elle a pu se voir opposer initialement un certain scepticisme. C'est normal : il accompagne toutes les bonnes idées nouvelles. Mais nous avançons et ce scepticisme a laissé place au succès et même à l'engouement, si l'on en juge par le nombre de pays qui souhaitent désormais y adhérer.

La voie que j'avais tracée à l'automne 2017 à la Sorbonne - doter l'Europe d'une force commune d'intervention, d'un budget de défense commun et d'une doctrine commune pour agir - est donc loin d'être une chimère lointaine. Je suis convaincu que cet objectif est atteignable à court, moyen terme. Je suis même convaincu que le cours de notre histoire contemporaine poussera tous ceux qui doutent encore un peu, à accélérer le pas. J'ai, vous le savez, utilisé l'expression forte d'une armée européenne. C'était à dessein, car c'est une image compréhensible par tous. Il ne s'agit évidemment pas de mettre toutes les armées sous le même uniforme mais bien de construire avec volontarisme une Europe qui protège ses concitoyens, une Europe fière de sa maîtrise technologique, une Europe maîtresse de son destin.

Enfin, le troisième défi, que j'ai souhaité placer en tête de la loi de programmation militaire, c'est l'amélioration des conditions d'exercice du métier militaire ; ce que l'on peut appeler la condition militaire, la condition du soldat.

Le service des armes n'est pas - et vous le savez mieux que quiconque - un métier comme les autres. Etre militaire, c'est consentir d'être disponible en tout temps, en tout lieu. Nous en avons eu une illustration parfaite tout à l'heure, avec vos hommes, mon colonel. C'est accepter des devoirs particuliers, parfois exorbitants du droit commun, des sujétions fortes qui impactent la vie quotidienne, qui impactent une vie. Cela, vous l'acceptez et vous ne vous en plaignez jamais parce que vous l'avez choisi et parce que vous en êtes fiers. C'est le contrat. Je dirais même, c'est le statut. C'est votre statut. Il est unique, singulier et il doit être préservé.

Non, ce que j'évoque ici, ce sont vos conditions de vie en garnison, le soutien courant, le logement, l'habillement, votre équipement, tout ce qui fait votre vie quotidienne et qui participe aussi de votre efficacité. Or, il faut le reconnaître, ces fonctions se sont souvent dégradées ces dernières décennies sous l'effet des réductions, des déflations, des réorganisations que j'ai évoquées. Je sais combien cela nuit parfois au moral, à l'attractivité du métier, au moral des familles et ça n'est pas ce que je veux pour vous.

C'est pourquoi nous avons décidé de rompre avec cette logique et c'est pourquoi, avec la ministre, nous avons voulu une LPM à hauteur d'homme ; et vous commencez à en ressentir les premiers effets. Nous avons en effet décidé de réinvestir dans ce qu'on appelle l'organique, en mettant vos conditions de vie et celles de vos familles au cœur des priorités du ministère.

S'agissant des conditions de vie des soldats, je veux mentionner en particulier le service qui vous soutient dans une grande partie de votre quotidien, en métropole comme en opérations : le Commissariat des armées. Dans les réformes passées que j'évoquais à l'instant, ce service a été lourdement impacté, trop impacté et finalement, au détriment de tous. Je sais que la ministre a décidé de lui redonner de l'espace, des moyens et une attention particulière. C'est une bonne chose. Je veux saluer chaleureusement les commissaires des armées et l'ensemble du personnel militaire et civil de ce service. Je leur adresse mes encouragements à poursuivre leur mission au service de tous. Sans soutien de qualité, il n'est pas de bataille gagnée. Et ne l'oublions pas : les leçons de l'Histoire nous l'ont enseigné, parfois cruellement.

S'agissant des familles, ce sont à la fois des mesures d'aide matérielle et sociale mais également des mesures de gestion des ressources humaines qui sont mises en œuvre. Je sais que le Plan Familles, mis en place à ma demande par la ministre, commence à porter ses fruits. Je souhaite que les mesures qu'il comporte soient évaluées tout au long de l'année pour en mesurer l'adaptation et l'efficacité. Ce que nous devons à chaque famille, c'est en quelque sorte du sur-mesure, des dispositions concrètes qui répondent à la diversité de chaque situation : enfants, parent isolé, blessés, militaires en mutation. L'exemplarité de nos armées, c'est ce qui est attendu. Beaucoup de progrès ont été faits mais nous avons encore beaucoup à faire. C'est là aussi une part importante de votre quotidien, de votre motivation, de ce qui fait les conditions indispensables pour être performant en opérations.

C'est ce qui fait aussi l'attractivité du métier, à laquelle nous tenons.

Si nous relevons tous ces défis, si nous veillons à mieux accompagner, à mieux former, à prendre soin de chacun, nos armées seront toujours plus attractives. C'est là un défi majeur, j'allais dire existentiel, car une armée n'est forte que si elle sait se renouveler. La force de nos armées d'aujourd'hui, c'est leur capacité - mon général, vous nous l'avez parfaitement dit tout à l'heure -, c'est cette capacité à attirer la jeunesse dans l'engagement, à la former, à la faire grandir, à enseigner les valeurs de l'armée, des métiers. Une armée n'est forte que de cela. Une armée n'est forte que si elle attire les plus jeunes, qui sont les détenteurs de la force physique et qui permettent, par leur talent, de la renouveler.

Pour y parvenir, il convient dans le même temps de favoriser les départs, les reconversions ; en quelque sorte, il faut savoir - si vous m'autorisez cette formule presque de mécanique des fluides, équilibrer les flux sortants et les flux entrants.

Ce qui pose évidemment la question des retraites militaires.

Et je veux être très clair sur ce point -qui donne lieu à un bruissement inédit : oui, les spécificités du métier militaire et les exigences du modèle d'armée seront prises en compte dans les réformes à venir. J'en prends ici l'engagement, devant vos chefs militaires, et devant les membres du Conseil Supérieur de la Fonction militaire qui entretient un dialogue constructif avec le ministère et que j'ai tenu aussi à inviter pour ces vœux.

Je le dis ici très solennellement - d'abord, pour certains, la réforme, de toute façon, ne s'appliquera pas, la ministre a eu l'occasion de le dire, compte tenu des délais de la transition - parce que nous avons un défi de ressources humaines : si nous voulons que nos armées demeurent attractives, il faut que nous continuions à avoir des carrières qui ne sont pas trop longues, à attirer suffisamment les jeunes et à garder cette flexibilité qui contribue à la respiration du modèle. Ce besoin est opérationnel ; Il a fait les preuves de son efficacité et il suppose aussi cette capacité collective à conserver les compétences tout au long de la carrière, ce qui est un autre défi qui n'est pas lié aux retraites mais qui n'est pas le moindre pour nous.

Mesdames et Messieurs, voilà ce que je tenais à vous dire à l'occasion de cette cérémonie.

Je voulais vous remercier, mon général, de nous avoir accueillis, de nous avoir présenté l'ensemble de vos activités et, avec fierté, d'avoir montré, avec l'ensemble des chefs d'état-major ici présents et les officiers, que non seulement vous étiez fier de servir, fier de commander mais qu'au fond, vous étiez plus que tout attaché à ceux que vous commandez.

Je dois dire que c'est pour moi une immense fierté de voir à chaque fois dans vos yeux la force de l'engagement, la fierté de servir et la fierté de commander. Et ces yeux que j'ai vus, ce sont ceux que je vois chez tous ceux qui vous dirigent et que je croise plus souvent que vous, à Paris, qu'il s'agisse des grandes directions du ministère en charge de missions plus délicates - je pense à la DGSE ici présente -, de votre CEMA, de vos chefs d'état-major, des directeurs et délégués ici présents, du DGGN. Ce sont cette même fierté et ce même goût des hommes. C'est ça la force de nos armées.

Je vous ai parlé de nos opérations, de nos défis et si j'ai terminé par la condition militaire, c'est parce qu'il y a une chose qui nous rend plus forts que tous les autres : les jeunes s'engagent comme nulle part ailleurs, ils sont fiers de servir le pays et d'autres sont fiers de les commander. Et ça, ça n'a pas de prix. Ce ne sont pas des décrets, des lois, c'est l'histoire de la nation française, c'est la force de ses armées.

Alors, mesdames et messieurs, en vous présentant tous mes vœux pour cette année qui s'ouvre, je veux simplement vous redire : soyez fiers, soyez fiers de servir la France, soyez fiers comme le chef des armées est fier de vous, soyez fiers comme le peuple français est fier de ses militaires. Parce que votre engagement épargne des vies, protège des populations entières, fait progresser chaque jour la justice, la liberté, la paix.

Soyez fiers parce que vous êtes des exemples pour notre jeunesse.

Nous aurons, mon général, à mener, dès cette année le début du Service national universel. Des militaires l'ont inspiré et c'est un engagement qui touchera l'Etat tout entier, qui fera Nation. C'est cette même fierté que nous véhiculerons pour toute notre jeunesse. C'est cette même fabrique dans laquelle nous nous engageons ; et là aussi, je compte beaucoup sur vous.

Soyez fiers comme je suis fier de vous parce qu'il n'y a rien de plus noble que de servir son pays, son avenir et qu'il n'y a rien de plus fort, de plus noble que de se battre pour les valeurs universelles de la France, ces valeurs universelles qu'elle défend depuis si longtemps.

Soyez fiers. Et merci.

Vous avez toute ma confiance et tous mes vœux.

Vive la République et vive la France !